

Les crédits

[Français]

Le président suppléant (M. DeBlois): Questions et commentaires. J'accorde deux minutes seulement pour une prochaine question du député de Burin—Saint-Georges et deux minutes à l'honorable député d'Essex—Windsor pour y répondre.

[Traduction]

L'hon. Roger C. Simmons (Burin—Saint-Georges): Monsieur le Président, à ce sujet, j'ai seulement dit que vous suiviez les ordres de Charbonneau. Il n'y a personne de ce côté qui dit que Charbonneau n'est pas juste, n'est-ce pas? Y a-t-il quelqu'un qui dit qu'il n'est pas juste?

Monsieur le Président, j'ai écouté avec beaucoup d'attention le discours de mon collègue, le député d'Essex—Windsor. Je dois lui dire que j'ai énormément d'admiration pour les gens qui peuvent. . .

M. Cooper: Terrible, terrible.

M. Simmons: Je sais que vous êtes terrible, mais je ne parle pas de vous.

Le député d'Essex—Windsor soulève mon admiration parce que je n'ai vraiment que de l'admiration pour les gens qui peuvent faire un bon discours ironique de 20 minutes sans jamais esquisser un sourire pour qu'on sache vraiment ce qu'ils ont derrière la tête. Je l'ai entendu dire pendant 20 minutes qu'il était en faveur de ceci et contre cela, au sujet de plusieurs questions. Il faut que ce soit le discours le plus ironique qu'il m'ait été donné d'entendre, sinon c'est certainement le plus illogique. Je vais donc aider le député à mettre de l'ordre dans ses idées au cours des deux minutes qui nous restent. Je vais lui poser une question très directe à laquelle il pourra répondre par oui ou par non.

La question que je veux poser à mon collègue d'Essex—Windsor est la suivante: arrêtera-t-il de jouer sur les mots et s'engagera-t-il de façon non équivoque devant la Chambre à appuyer les sénateurs libéraux dans leur lutte contre la TPS? Pourrons-nous le convaincre de cesser de jouer sur les mots et de nous aider à arrêter cette terrible taxe pendant qu'il est encore temps?

M. Langdon: Monsieur le Président, sauf erreur, vous m'avez donné deux minutes. Je voudrais donc préciser très brièvement que le gouvernement ne devrait pas aller de l'avant avec la taxe sur les produits et services. À en croire ce qu'a déclaré le Conference Board, un organisme indépendant, il est tout à fait clair. . .

Mme Copps: Appuyez-vous le Sénat?

M. Langdon: J'y viendrai, si vous cessez de m'interpeller. Calmez-vous. Je ne tiens pas à être un sénateur, croyez-moi.

Il faut absolument que la TPS soit rejetée. La question ne se pose même pas. La lutte contre la TPS doit prendre trois formes. Il y a tout d'abord le combat mené par le Sénat qui doit se poursuivre, même s'il consterne bien des gens. Il faut ensuite poursuivre les contestations devant les tribunaux, comme le gouvernement néo-démocrate de l'Ontario entend le faire. Je suis désolé de constater, par exemple, qu'aucun gouvernement provincial libéral n'a décidé de l'imiter. Enfin, et surtout, la lutte en question contre la TPS doit être appuyée par tous les Canadiens, car c'est la seule façon d'empêcher un gouvernement d'imposer de force une taxe inéquitable et injuste à la population.

Mme Sheila Copps (Hamilton—Est): Monsieur le Président, je remercie mon collègue, le député d'Essex—Windsor, d'être aussi franc au sujet de la position de son parti relativement au Sénat. Je le félicite de sa déclaration et de sa position. Ce qui me laisse quelque peu perplexe, c'est que depuis quelques semaines, son parti a exprimé je ne sais combien de positions au sujet de cette question. D'un côté, le leader parlementaire du NPD, prétendant parler au nom de tout l'ouest du pays, affirme qu'il faut abolir le Sénat et renvoyer chez eux ces méchants sénateurs qui assument leurs responsabilités. De l'autre, lorsque cela lui convient mieux, ce même leader parlementaire s'associe le plus possible au travail remarquable que font les sénateurs pour empêcher l'adoption de la TPS. Le député d'Essex—Windsor pourrait-il préciser à ses collègues très clairement et sans équivoque qu'il appuie le Parti libéral dans sa lutte contre la TPS? Si nous nous unissons—et je parle non seulement des députés de l'opposition, mais aussi des membres des partis marginaux dans cette enceinte—si nous nous unissons tous, en tant que Canadiens, pour nous opposer à la TPS, nous pourrions alors peut-être forcer le gouvernement à reculer.

Il est significatif que le député de Hamilton—Wentworth ait avoué cette semaine aux journaux qu'il avait envisagé de traverser le parquet de la Chambre et d'abandonner son siège parce que, en 11 ou 12 ans de carrière parlementaire, il n'avait jamais reçu autant d'appels et de lettres qu'il en reçoit aujourd'hui de Canadiens qui contestent la TPS.